

CITIZEN



Ne pas se limiter pas au traitement des symptômes du problème, mais s'attaquer aux causes qui conduisent des migrants à partir au risque de leur vie.

MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT

S'attaquer aux causes

Cercle de coopération / woxx

Le Cercle de coopération appelle l'Union européenne à ne pas se limiter au traitement des symptômes du problème des réfugiés, mais à examiner également les causes qui les conduisent à partir pour l'Europe au péril de leur vie.

Le Cercle de coopération déplore que des dizaines de milliers d'êtres humains aient perdu la vie au cours des quinze dernières années aux frontières de la forteresse Europe - et déjà des milliers depuis le début de cette année. Face à cette tragédie, les États membres de l'Union européenne doivent mener à bien, de manière urgente, des politiques migratoires concrètes et cohérentes.

Le Cercle salue les efforts que déploie, dans cet esprit, la présidence luxembourgeoise pour accueillir et répartir des dizaines de milliers de demandeurs d'asile dans les États membres de l'UE. Cette démarche ne répond néanmoins pas à l'envergure des flux prévus pour 2015 et les années suivantes.

En revanche, le Cercle s'oppose à toute opération militaire en Méditerranée dans le but de démanteler les réseaux de trafiquants et de passeurs. Douteuse sur le plan juridique et éthique, une telle action risque d'ouvrir de nouveaux conflits en Afrique du Nord et de rester sans effet.

Le Cercle demande que l'UE ne se limite pas au traitement des symptômes du problème - bien qu'il soit essentiel d'y apporter des solutions urgentes - mais examine également les causes qui conduisent ces migrants à partir au risque de leur vie.

Un certain nombre de personnes partent à cause de la guerre et de la violence qui sévit dans leur pays, d'autres fuient la misère, la faim, la pauvreté et l'absence de perspectives dans leurs pays respectifs.

S'attaquer aux causes de la migration...

Or, l'Europe - comme les États-Unis - ne cesse d'imposer depuis des décennies une politique qui privilégie systématiquement l'économie du Nord et les multinationales au détriment du bien-être des populations. Cette politique a eu et continue à avoir un impact désastreux sur le niveau de vie des populations dans les pays dits en développement, sur les économies de ces pays, sur leur environnement et sur les ressources de leurs gouvernements.

Ainsi, l'UE continue d'exporter des produits alimentaires à des prix de dumping qui détruisent sans cesse de nouveaux secteurs de leurs agricultures, des emplois et des sources de revenus. Une des conséquences de cette politique est un exode rural toujours plus massif.

Pire, loin de reconnaître le caractère contraire à tout développement de telles pratiques et de telles politiques, l'UE s'applique maintenant à les aggraver par le biais de nouveaux accords de libre-échange, et notamment les « accords de partenariat économique » (APE).

De même, de nombreux États membres appliquent des politiques fiscales agressives qui alimentent une concurrence fiscale internationale au

détriment de la mobilisation des ressources intérieures des pays les plus pauvres. Un grand nombre d'entreprises transnationales qui pratiquent l'évitement fiscal ont leur siège dans l'UE. Celle-ci renforce ce comportement par une politique favorisant dans les pays du Sud un « environnement d'investissement propice aux investissements directs étrangers ».

Ces mouvements migratoires sont, par ailleurs, renforcés par d'autres facteurs mettant également en jeu la responsabilité des pays développés, comme le changement climatique, l'action souvent néfaste des multinationales et des marchés financiers, l'exploitation massive des terres et matières premières ou l'absence de justice fiscale. À cela s'ajoute la gouvernance défailante de nombre d'États du Sud.

Les demandes du Cercle

Le Cercle de coopération demande que la présidence luxembourgeoise continue de s'engager entre autres pour l'ouverture de voies d'immigration légales et sûres ; pour une réponse solidaire des États membres de l'UE ; pour que des mesures d'accueil à la hauteur du défi de l'afflux massif de migrants soient prises ; pour que des procédures d'asile équitables soient garanties ; pour enfin une amplification des mesures de secours en Méditerranée.

Les États membres devront s'engager en faveur d'une autre politique de développement qui favoriserait dans les pays concernés la mise en place de capacités de production dans tous

les secteurs économiques, et surtout l'agriculture et l'industrie.

En application de l'article 208 du traité de Lisbonne sur la cohérence des politiques pour le développement, la présidence luxembourgeoise et la Commission européenne devront s'engager en faveur d'une approche transversale permettant de tenir compte de l'impact sur les populations les plus démunies dans tous les domaines politiques.

La ratification des APE doit être suspendue et les accords soumis à une étude d'impact sur le développement et les droits humains conçue et réalisée avec tous les acteurs concernés.

Au-delà de cette suspension, il s'agit de promouvoir une fiscalité juste et progressive, notamment par la création de registres publics des bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts, ainsi que l'introduction d'une obligation de reporting annuel public, pays par pays, pour les entreprises multinationales.

Le Cercle de coopération appelle tous les États membres à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Convention 45/158), signée en 1990, ainsi que la Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les migrations dans des conditions abusives et la promotion de l'égalité des chances et de traitement des travailleurs migrants (Convention C143), signée en 1975.

Il est temps d'agir dans la dignité et la solidarité !